

La classe moyenne au Brésil : contextualisation, évolution et caractéristiques

Après un bref rappel de la trajectoire de l'économie brésilienne depuis les années 1930 jusqu'à aujourd'hui et de ses conséquences en matière de pauvreté et d'inégalité, cette première partie propose un état des lieux de la littérature sur le développement des classes moyennes au Brésil. Il s'agit en particulier de mettre en évidence les comportements et aspirations de cette classe sociale et de souligner sa fragilité dans le contexte actuel de crise économique.

1.1. Régimes de croissance et distributions de revenus

1.1.1. Trajectoire de l'économie brésilienne

1.1.1.1. Une longue trajectoire de politiques developmentalistes 1930-1980

Jusqu'à la fin des années 1920 le Brésil est un pays agro-exportateur. Ses ressources proviennent de la vente de produits primaires et le café constitue la source principale des devises et des

recettes de l'Etat. Le pays est encore peu urbanisé et son industrie balbutiante, historiquement muselée par les intérêts extérieurs. C'est à partir des années 1930, avec le régime autoritaire et corporatiste de Getúlio Vargas (Président de 1934 à 1945 puis de 1950 à 1954) qu'est adoptée une politique volontariste d'industrialisation reposant sur un processus de substitution des importations. L'idée est de charger l'Etat d'assurer un rattrapage économique en sortant le pays d'un cycle extractiviste internationalement désavantageux et d'assurer une internalisation des produits industriels jusque-là importés.

L'ensemble de ces politiques a eu d'indéniables effets en termes de développement jusque dans les années 1980. C'est d'elles que résulte la transformation d'un pays agro-exportateur en puissance industrielle induisant la forte urbanisation de la population et l'expansion du salariat. La modernisation du Brésil s'est bâtie sur les grands programmes d'infrastructures et d'équipement (routes, chemins de fer, télécommunications, ponts, centrales hydroélectriques, usines nucléaires) sur la constitution d'un imposant parc d'industries de base (minerais, sidérurgie, etc.), de transformation (papier, ciment, aluminium, chimie, etc.), de biens d'équipement (générateurs, centraux téléphoniques, moteurs, turbines, etc.), de biens de consommation durables (automobile, électroménager, etc.), d'agro-industries alimentaires (viande, grains, produits du lait, jus de fruits, etc.) et enfin sur la création de grands établissements publics de financement tels que la banque nationale de développement économique et social (BNDS puis BNDES) et de puissantes entreprises d'Etat dans des domaines stratégiques comme l'énergie (Petrobras par exemple). Le Brésil se hisse alors dans les premiers rangs mondiaux par la production de richesses. La séquence 1967-1973 (sous le régime militaire qui dirige le pays de 1964 à 1985) est alors qualifiée de « miracle économique » durant laquelle le taux moyen annuel de croissance est supérieur à 10% et le taux d'investissement approche les 20% du PIB. Même si cette croissance s'est accompagnée d'un renforcement des inégalités, les autorités ont poursuivi l'objectif de maintenir à marche forcée ce « miracle » dans la période suivante.

Cependant, les changements qui affectent le système financier international et la conjoncture extérieure défavorable (chocs pétroliers, relèvement des taux d'intérêt, ralentissement de l'activité économique mondiale) vont impacter l'économie brésilienne. La situation financière de l'Etat se dégrade du fait de rentrées fiscales en chute et de l'augmentation de la dette. S'exacerbent alors les conflits autour de la redistribution du revenu et l'inflation s'accélère dangereusement, entretenue notamment par de nombreux mécanismes d'indexation². Les plans successifs Cruzado, Bresser et Verão ont été incapables de contenir l'inflation qui atteignait près de 1.000 % par an à la fin de 1989. L'ajournement des investissements a fini par renforcer la stagnation observée durant cette période.

² Si la décennie 1980 a pu être qualifiée de forte inflation, l'inflation a toujours été élevée au Brésil. L'OCDE rappelle ainsi qu'en moyenne annuelle celle-ci s'est établie à 36 % pendant la période 1945-1980 (OCDE, 2001).

1.1.1.2. Une phase de libéralisation soutenue (fin des années 1980-fin des années 1990)

A partir de la fin des années 1980, les orientations de la politique économique ont été profondément modifiées. Et, au milieu de la décennie suivante, elles ont été subordonnées aux préceptes du fameux Consensus de Washington : discipline financière, abaissement des tarifs douaniers et élimination des barrières non tarifaires, privatisation d'entreprises publiques, déréglementation des activités, taux d'intérêt dictés par le marché, suppression des barrières au capital étranger, soutien financier à la recherche-développement. La politique industrielle a peu à peu disparu des priorités fédérales et ce sont les Etats fédérés qui ont pris le relai, avec des moyens moindres et des résultats parfois malheureux³.

Les changements institutionnels et les politiques publiques qui conduisirent le Brésil dans un nouveau contexte économique et social peuvent être résumés en deux phases. La première période, riche d'importants changements institutionnels, a commencé à la fin des années 1980 et la nouvelle Constitution démocratique de 1988 peut être considérée comme le point d'inflexion initial de cette séquence. Cette période est marquée à la fois par des tentatives d'ajustement de l'économie et par l'adoption de réformes d'inspiration libérale, orientées vers le marché (Yano et Monteiro, 2008). Ces priorités fixées aux politiques gouvernementales ont eu pour effet de marginaliser les politiques sociales et les perspectives de réduction des disparités régionales. De manière générale, cinq axes de réformes principaux peuvent être identifiés.

Premièrement, une politique de stabilisation macroéconomique ambitieuse est mise en place à partir de 1994 avec le Plan Real de Fernando Henrique Cardoso (alors Ministre des finances). Ce plan, qui associe assainissement des finances publiques, coordination des mécanismes d'indexation et introduction d'une nouvelle monnaie ancrée au dollar, le *real* (en remplacement du *cruzeiro*), a mis fin à l'hyperinflation et à ses effets corrosifs en termes de distribution (Ferreira et al., 2010). Deuxièmement, un autre changement institutionnel important s'est manifesté par une plus grande ouverture du pays au commerce international. Ce processus commença en 1988 par des réductions significatives des barrières tarifaires et non tarifaires héritées de la période de substitution des importations, suivant en cela la tendance générale de l'économie mondiale, et le mouvement fut amplifié à partir des années 1990. Cette plus grande ouverture a favorisé l'importation de produits propres à satisfaire la demande croissante après la stabilisation économique générée par le Plan Real. Cependant, elle a également provoqué un processus de restructuration industrielle pour cause de plus grande exposition des entreprises brésiliennes à la concurrence internationale. Beaucoup d'entreprises ne parvenant pas à se restructurer au même rythme que l'ouverture commerciale n'ont ainsi pas supporté la pression compétitive. Troisièmement, le processus de privatisation des entreprises publiques a été lancé au cours de

³ Une guerre fiscal-financière s'est installée entre les Etats pour attirer les investissements. Plus précisément, les entreprises brésiliennes et étrangères ont mis en concurrence les Etats pour obtenir des allègements fiscaux et d'autres avantages. Le cas du constructeur automobile Ford a été emblématique de cette guerre fiscale puisqu'après avoir arraché exonérations et concessions du gouvernement de l'Etat de Bahia il a installé une usine dans le Rio Grande do Sul où des avantages plus substantiels lui ont été octroyés.

cette même période⁴. Quatrièmement, un autre changement d'importance a consisté dans la réforme financière et la libéralisation des flux de capitaux. Parmi les principales réformes figurent l'élimination des barrières à l'entrée des investissements étrangers, l'arrivée d'institutions financières étrangères via l'acquisition et le contrôle actionnarial d'entités locales ou l'installation de filiales et la possibilité donnée aux résidents d'accéder à de nouvelles modalités de financement externe c'est-à-dire l'autorisation d'émettre des titres et des actions auprès du marché international de capitaux (Yano et Monteiro, 2008). Ces modifications ont eu pour effet d'accroître le volume des investissements directs étrangers, principalement à la fin des années 1990. Cinquièmement, la Constitution de 1988 a concédé de plus larges compétences aux Etats de la Fédération et aux communes (*municípios*). Par exemple, une importante modification en vue d'une plus grande autonomie des Etats a consisté dans l'augmentation de la proportion de certains impôts destinés au Fonds de Participation des Etats (FPE)⁵.

La deuxième période confortant le nouveau contexte économique et social du Brésil commence en 1995 avec la stabilisation résultant de Plan Real adopté l'année précédente et coïncide avec le début du premier mandat du Président Cardoso. Plusieurs réformes lancées lors de la séquence antérieure ont alors été conduites jusqu'à leur terme quand d'autres ont été initiées dans le même temps où des politiques sociales nouvelles ont été rendues possibles grâce à la stabilisation économique. En 1995 débute une nouvelle phase de privatisations des actifs publics qui constitue un des principaux axes de la réforme de l'Etat. Les entreprises prestataires de services publics (électricité, transports et télécommunications) en plus du secteur financier ont été la cible de ces privatisations procurant des recettes budgétaires et favorisant de nouveaux investissements par les acquéreurs, en dépit des fortes critiques qui ont été alors adressées au modèle de privatisation adopté par le gouvernement. Dans le domaine social, les principales mesures décidées sous la présidence Cardoso concernent la Loi organique d'assistance sociale (LOAS) qui a garanti un revenu minimum aux personnes âgées et aux handicapés physiques, les programmes de transferts directs de revenus (Bourse-Ecole, Bourse-Revenu, Bourse-Alimentation et Bourse-Gaz) et le programme d'éradication du travail infantile (Giambiagi et al., 2005). D'autres réformes institutionnelles, après 1999, lors du second mandat du Président Cardoso, ont conforté l'assainissement des comptes publics et ont assuré la continuité du programme de privatisations, la modification des règles régissant le capital étranger, l'assainissement du secteur bancaire, la reformulation partielle de la Prévoyance sociale, la renégociation des dettes, souvent cachées, des Etats fédérés⁶.

⁴ De 1990 à 1994, 33 entreprises ont été privatisées, assurant des recettes de 11,9 milliards de dollars US. Plusieurs appartenaient aux secteurs de la sidérurgie, de la pétrochimie et de la production de fertilisants (Yano et Monteiro, 2008).

⁵ Ce FPE a été créé en 1965 et les premiers transferts ont eu lieu en 1967. La loi Complémentaire (*Lei Complementar*) 62 de 1989, encore en vigueur, établit ainsi la répartition du FPE : 85 % aux Etats des régions Nord, Nord-est et Centre-ouest et 15% aux Etats des autres régions (Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2012). Ainsi le FPE a été clairement constitué pour être un instrument de réduction des inégalités régionales.

⁶ La Loi de Responsabilité Budgétaire (*Lei de Responsabilidade Fiscal, Lei Complementar* n° 101 de 2000) imposée aux trois niveaux de gouvernement (fédéral, *estadual* et municipal), a nettement contribué à

1.1.1.3. *Des préoccupations sociales dans un cadre économique libéral maintenu (2003-2014)*

L'arrivée au pouvoir du Président Lula en 2003 initie une nouvelle phase dans la trajectoire économique du Brésil. La croissance brésilienne, s'élevant en moyenne à 3,7% par an au cours de la décennie 2000, a été plus régulière et plus soutenue que dans la décennie 1990 où elle était en moyenne de 2,9% par an. Ainsi, au cours de cette décennie, favorisées par cette croissance économique modeste mais réelle et régulière, par la dynamique de création d'emplois formels, par l'élévation du salaire minimum réel et par une meilleure distribution du revenu grâce notamment à des programmes de transferts sociaux, les conditions de vie d'une importante partie de la population se sont clairement améliorées. Nombre de familles ont pu échapper à la pauvreté et les catégories intermédiaires de la structure sociale brésilienne ont considérablement augmenté leurs effectifs.

Si la question du degré de rupture ou de continuité par rapport à la phase libérale des années 1980 et 1990 reste discutée (Salama, 2010), les années 2000 marquent, sur le plan économique, une continuité certaine avec la période précédente. Contrairement au projet de rupture avec les politiques libérales longtemps entretenu par le Parti des Travailleurs (PT) lorsqu'il était dans l'opposition, les premières mesures prises en 2003 ont marqué le prolongement des orientations antérieures (réforme du régime de prévoyance du secteur privé, contrôle des dépenses budgétaires obligatoires, limitation des augmentations des rémunérations de la fonction publique, augmentation de la charge fiscale, respect d'un excédent budgétaire primaire, etc.). A ainsi dominé dans un premier temps le souci de l'équilibre des comptes publics propre à rassurer les agents économiques. Cependant, les résultats obtenus en matière de stabilisation macroéconomique et financière et la disponibilité nouvelle de ressources (fiscalité, excédent commercial) ont incité les autorités nationales à adopter des politiques visant à relancer l'investissement public. Parmi les principales mesures figurent le Programme d'accélération de la croissance (PAC) et le Programme national de développement régional (PNDR) décidés au cours du second mandat du président Lula. Cette politique volontariste sera renforcée vers la fin du second mandat du président Lula da Silva et sous le premier mandat de la présidente Dilma Rousseff, également du PT, mais le pragmatisme économique qui avait plutôt prévalu jusque-là est abandonné au profit d'une orientation développementiste labellisée sous l'expression de Nouvelle Matrice Economique (*Nova Matriz Econômica*). Cette politique s'appuie sur le développement d'un crédit meilleur marché, les banques privées étant incitées à abaisser leurs taux de prêt aux entreprises et aux consommateurs. Elle se fonde aussi sur l'élévation des tarifs de produits importés et s'accompagne de mesures en faveur d'entreprises et de secteurs appelant la protection de l'Etat : exonérations et réductions fiscales et des charges sociales seront ainsi accordées au gré des pressions des industriels. Le secteur automobile, celui des semi-conducteurs, parmi d'autres, sollicitent et obtiennent de tels avantages.

l'assainissement des comptes de ces deux derniers niveaux de gouvernement notamment parce qu'elle a limité leurs possibilités d'emprunt et a interdit que plus de 60 % de leurs ressources soient affectées à la masse salariale (Giambiagi et al., 2005).

C'est de toute évidence en matière sociale que l'inflexion par rapport à la période précédente est la plus marquée. Il est clair que la fin de l'hyperinflation qui a découlé de l'adoption du Plan Real de 1994 a notablement contribué à l'amélioration de la distribution des revenus. Le salaire minimum (SM) a pratiquement doublé en termes réels entre 1995 et 2012 passant de 313,51 Reais (aux prix de 2012) à 622 Reais (IBGE, 2012). Une bonne partie de la population a bénéficié de cette évolution vu que, selon des estimations du gouvernement, 45,5 millions de personnes disposent de revenus indexés sur la valeur de ce SM (SAE, 2013a). A côté des effets positifs liés à la fin de l'hyperinflation, le premier gouvernement du Président Lula a mis en œuvre des politiques sociales volontaristes porteuses de conséquences positives en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus. Parmi les principales mesures illustrant cette orientation sociale on peut mentionner l'augmentation du salaire minimum réel car actualisé chaque année en tenant compte du taux de croissance du PIB des deux années antérieures et du taux d'inflation de l'année précédente, l'élévation des pensions de retraite et des diverses allocations de la LOAS dont les montants sont indexés sur le SM, la réunion et l'amplification des programmes de transferts de revenus créés par le gouvernement antérieur sous une nouvelle formule et appellation (*Bolsa Família*) puis son extension progressive et l'accès facilité au crédit à la consommation des ménages.

Bien qu'il ne soit pas le programme social le plus important en termes de volumes financiers, la *Bolsa Família* est sans doute le plus connu. Il s'agit d'un mécanisme de transferts directs de revenus sous condition de fréquentation scolaire et de vaccination des enfants des familles bénéficiaires⁷. Fin 2013, il bénéficiait à 14 millions de familles, soit environ 50 millions d'individus pour un montant de 24 milliards de Reais correspondant approximativement à 2% des dépenses budgétaires fédérales (Lustosa et Fauré, 2013). Il vise à éradiquer l'extrême pauvreté (revenu mensuel familial par tête jusqu'à 70 Reais) et la pauvreté (revenu mensuel familial par tête de 70 à 140 Reais). Il accorde par individu une bourse mensuelle de 70 à 310 Reais. Bien que plusieurs études économiques aient établi que cette fameuse Bourse Famille a moins contribué que l'augmentation du salaire réel à l'amélioration du niveau de vie des couches pauvres de la population, elle a largement participé au mieux-être social de bien des familles brésiliennes pauvres et très pauvres.

L'expansion du crédit a aussi participé à la dynamique économique du pays. Longtemps contenu à un niveau très faible comparé à d'autres pays (le niveau d'endettement des ménages était de 18% de leurs revenus en 2005) il a connu un pic historique en juillet 2013, la Banque Centrale informant que le taux d'endettement des ménages avait atteint plus de 45% de leurs revenus (source : *Agência Brasil, 27 de setembro de 2013*). La nette augmentation des ventes de biens de consommation durable permise par l'expansion du crédit a participé à l'amélioration du quotidien des catégories modestes de la population.

⁷ Il est né de la fusion de programmes lancés sous le gouvernement Cardoso : Bourse-Ecole, Bourse-Gaz, Bourse-Alimentation. Leur unification sous la nouvelle appellation avait déjà commencé avant la présidence Lula mais c'est celui-ci qui a donné toute sa notoriété au programme, plus tard inclus dans un projet plus vaste appelé *Brasil sem miseria* (Brésil sans misère).

La croissance et l'adoption de mesures incitatives⁸ ont fait baisser le taux d'informalité des activités qui, selon l'PIPEADATA est passé de 57,4% en 2003 et à 47,5% en 2011. Symétriquement, alors que la population économiquement active a progressé de 36% entre 1995 et 2009 et que la population occupée a crû de 33% dans la même période, les emplois formels enregistrés par le Ministère du Travail et de l'Emploi ont augmenté de 95% entre 1995 et 2011 (Ministério do Trabalho e do Emprego, 2013). Enfin le chômage a connu une baisse régulière pour se situer officiellement au plus bas avec un taux de 5,3% en août 2013 (OCDE, 2013).

L'ensemble de ces mesures a incontestablement participé à la croissance du pays que résume, à sa manière condensée, la progression du PIB brésilien. Sur les trois fronts de l'emploi, plus nombreux et formalisés, du revenu en hausse et de la consommation en expansion, les avancées sont notables depuis une dizaine d'années. Au-delà des indicateurs macroéconomiques, il faut bien voir que ce sont des dizaines de millions d'individus qui ont vu leurs conditions de vie s'améliorer peu à peu. Cette évolution des situations privées n'en a que plus mis en valeur les considérables carences observées dans l'espace public et notamment dans le domaine des équipements collectifs et des infrastructures à l'origine d'importants mouvements sociaux ces dernières années (Fauré, 2015).

1.1.1.4. *La crise actuelle (2014-2017)*

Du début des années 2000 jusqu'en 2014, le Brésil a connu une période de prospérité qui ne s'est pas circonscrite au domaine économique mais qui, contrairement aux précédentes séquences de croissance dans l'histoire du pays, s'est aussi traduite par l'amélioration des conditions de vie de la grande majorité de la population, et notamment ses strates les plus modestes. Le Brésil tirait avantage d'un alignement des planètes : excédents des échanges extérieurs, accroissement des réserves de change, stabilité monétaire, maintien de l'inflation autour du ciblage gouvernemental, augmentation des revenus, transferts sociaux au profit des plus faibles, production dynamique, création d'emplois formels, équilibre des comptes publics, etc. A partir de 2014, la conjoncture s'est retournée à un rythme et avec des conséquences si brutales que le pays s'est trouvé en état de récession. Ce changement soudain et profond a mis à nu la fragilité des fondements de la croissance antérieure, a provoqué une sérieuse dégradation des indicateurs économiques et sociaux et a fini par éroder les acquis sociaux accumulés durant une douzaine d'années.

L'évolution du PIB montre assez clairement que 2014 constitue un point d'inflexion puisque cette année-là est marquée par un très fort ralentissement de la croissance (+0,5% contre +3% en 2013) qui sera suivi par une importante chute de l'activité en 2015 (-3,8%) puis en 2016 (-3,8%). La crise qu'affronte le Brésil doit sa gravité au fait qu'elle est multisectorielle. Elle renvoie aux conditions économiques, à l'évolution des finances publiques, au jeu des acteurs politiques et sociaux, à leurs visions conflictuelles et à leurs intérêts divergents.

⁸ Par exemple la mise en place d'un impôt unique et de taux très bas appelé *Simples* auquel sont assujettis les petits commerçants, artisans et prestataires de services, sans compter les initiatives prises par le SEBRAE (Service brésilien d'appui aux petites entreprises) en vue de « légaliser » les petits établissements.

La stabilisation monétaire obtenue en fin de période et la forte dévalorisation du Real face au dollar américain ont permis au Brésil, dès le début des années 2000, de tirer profit du boom des produits primaires, poussés par la demande mondiale et notamment par la Chine. Il est estimé que, sur la période de 2002 à 2010, les exportations de produits primaires brésiliens se sont valorisées de plus de 145% quand, dans le même temps, les produits importés par le Brésil ont augmenté en dollars de 85%. Le taux de couverture en valeur des importations par les exportations a dès lors été toujours favorable allant jusqu'à atteindre plus de 150% certaines années. Il sera négatif pour la première fois en 2014. C'est la nature des produits échangés et l'identité des partenaires commerciaux qui révèlent les évolutions du rapport du pays à l'extérieur et qui constituent les facteurs majeurs de la crise.

En effet, le Brésil a directement souffert du ralentissement de la croissance de la Chine, son premier partenaire commercial. Les exportations, en forte progression depuis 2000, atteignent un sommet en 2011 (256 milliards de dollars US) puis chutent régulièrement les années suivantes pour se situer à 191 milliards en 2015. C'est qu'après une période de croissance du PIB à deux chiffres, la Chine, principal client du Brésil, connaît un ralentissement d'activité (9,5% en 2011, 7,7% en 2012 et en 2013, 7,3% en 2014 et 6,9% en 2015). Après avoir atteint une moyenne de 44 milliards de dollars entre 2011 et 2013, les ventes à la Chine se contractent fortement (40,6 milliards en 2014, 35,6 milliards en 2015). Dans le même temps les importations brésiliennes continuant d'augmenter, le solde commercial devient négatif à partir de 2014 (MDIC, 2016). En outre, le Brésil fait face à un processus de désindustrialisation de long terme, né pendant la phase libérale des années 1980-1990. Ainsi, l'industrie de transformation qui participait à hauteur de 17,4% de la valeur ajoutée brute totale au coût des facteurs en 2005 voit sa contribution diminuer sans cesse (12% en 2014) (source : *Contas Nacionais* IBGE). La dépendance de la croissance du Brésil à la demande chinoise a indéniablement renforcé cet état de fait, 75 % du commerce brésilien vers la Chine étant constitué de produits primaires ou d'extraction (soja, cellulose, minerai de fer, viande, etc.). En d'autres termes, l'économie brésilienne s'est « reprimarisée », perpétuant sa vulnérabilité économique (Paillard, 2016). Cette stratégie a assuré au Brésil des revenus croissants et immédiats mais a enfermé le pays dans une spécialisation à faible contenu technologique et à innovations limitées.

Dans cette séquence de crise, l'inflation commence alors à sortir de la borne haute du ciblage de 4,5% par an fixée par le gouvernement pour atteindre 10,7% en 2015 (Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2016b). L'équilibre des comptes publics devient également problématique. Le déficit public représentait 10% du PIB en 2015 contre seulement 3,25% en 2013. La moindre croissance réduit mécaniquement la collecte fiscale et, en dépit des gels de crédits opérés chaque année, les autorités ne sont pas parvenues à maîtriser la croissance des dépenses publiques. Ces dernières, qui représentaient 13,5 à 14% du PIB au basculement du siècle, atteignent 19,6% en 2015. De plus, plusieurs Etats fédérés présentent à partir de 2015 de forts déficits et certains, comme celui de Rio de Janeiro, sont obligés de se déclarer sous le régime de la « calamité publique ». Le redressement de leurs comptes impose des interventions du gouvernement fédéral. Fin 2016, d'après discussions ont lieu entre la présidence et les 27 gouverneurs des Etats auxquels il sera demandé d'importantes économies en contrepartie de

l'aide obtenue du pouvoir fédéral. Ce qui ne va pas de soi dans un système fédératif où les Etats sont jaloux de leur autonomie⁹.

Corrélativement, la récession a eu des effets brutaux sur le marché du travail, la situation s'est très rapidement dégradée et à un rythme impressionnant. Le taux de chômage qui était de 12,3% de la population active en 2003 a atteint son point bas en 2012 avec un taux de 5,5% correspondant peu ou prou à une situation de quasi-plein-emploi. Les années qui suivent vont voir une augmentation brutale et régulière du nombre de demandeurs d'emploi qui atteint 12,3 millions à la fin de l'année 2016 (soit un taux un peu supérieur à 12%). De plus, le nombre de personnes disposant du fameux carnet de travail (*carteira assinada*) assimilé à l'emploi formel a chuté. A titre d'illustration, entre le premier trimestre 2014 et le premier trimestre 2017 le pays a perdu 3 millions de postes de travail formel (source : Propos du coordinateur du Département Travail et Revenu de l'IBGE, www.G1.globo.com do 28 de abril de 2017).

Enfin, il faut noter que l'emballlement du crédit à la consommation et à l'équipement ces dix dernières années, puis le retournement brutal de conjoncture, ont mis en grande difficulté de nombreuses familles brésiliennes. Alors qu'en 2005 seules 18,4% de celles-ci étaient endettées, en septembre 2016, 58,2% étaient dans ce cas. Un quart des familles endettées ont des difficultés de remboursement et, réglant leurs dettes avec retard, sont pénalisées par les taux d'intérêts pratiqués. Par ailleurs, en septembre 2016, 9,6% des familles sont en situation d'insolvabilité (CNC, 2016).

En plus de ces conséquences sociales dramatiques, les difficultés économiques et les déséquilibres des finances publiques finissent par se conjuguer pour déboucher sur une crise politique majeure. Le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff commencé en 2015 et abouti en août 2016 et l'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants favorables à une gestion orthodoxe marquent la fin d'un cycle¹⁰. La mise à l'écart puis la destitution de la présidente et son remplacement par le vice-président Michel Temer n'ont évidemment pas mis fin à la spirale récessive. Les indicateurs économiques et financiers ont poursuivi leur lente dégradation tout au long de l'année 2016. Les nouveaux dirigeants ont explicité le sens des réformes qu'ils comptent entreprendre pour

⁹ A côté de fréquentes malversations et d'importantes gabegies qui ont participé à la dégradation des finances *estaduales*, la mauvaise gestion est aussi montrée du doigt. Les Etats percevant des recettes tirées des royalties de l'exploitation du pétrole les ont utilisées pour financer des dépenses de fonctionnement au lieu de les dédier, vu leur caractère non nécessairement pérenne, à des opérations d'investissement.

¹⁰ Sur la base des comptes 2015 du gouvernement fédéral, la présidente est accusée d'avoir méconnu les règles de la Loi de responsabilité budgétaire de 2000 et les préceptes de la Constitution qui interdisent au gouvernement fédéral d'avoir recours à des prêts des banques publiques mais aussi d'avoir manipulé les documents d'exécution budgétaire pour masquer les déficits (les ressources obtenues des banques publiques auraient dû y figurer). Les parlementaires reprochent enfin à l'exécutif d'avoir adopté plusieurs décrets de financements complémentaires sans demander l'aval du Congrès. Pour sa défense, la présidente faisait valoir que des gouvernements antérieurs avaient utilisé de tels procédés d'avances consenties par les banques publiques (il est vrai sur des montants bien moindres) sans être sanctionnés et qu'il ne s'agissait pas d'opérations de prêts mais de simples avances remboursées depuis avec des intérêts (Anastasia, 2016).

redresser les finances publiques et relancer l'économie : réduction des dépenses, rééquilibrage des comptes de la prévoyance sociale, contrôle des programmes sociaux, diminution des recrutements dans la fonction publique, révision du mode de calcul du SM, allègement des normes régulatrices des infrastructures sous concession au secteur privé, etc. On perçoit bien qu'il s'agit de poursuivre un horizon d'Etat minimum et de sacrifier, peu ou prou, les aspects sociaux. La priorité placée par les autorités gouvernementales sur le contrôle strict des bénéficiaires de l'ensemble des programmes sociaux, opération dite *pento fino* (peigne fin) confirme cette orientation

1.1.2. *L'évolution de l'inégalité et de la pauvreté*

1.1.2.1. *Le lourd héritage des inégalités*

Le Brésil s'est longtemps caractérisé par ses profondes inégalités sociales et par l'ampleur de la pauvreté affectant avec une redoutable constance d'importantes couches de population et de vastes régions du pays. Mélange déséquilibré de son peuplement indigène et autochtone, de l'arrivée massive d'Africains réduits en esclavage dans les plantations et de l'installation des vagues successives de colons européens et asiatiques, l'extrême diversité de ses habitants, parfois célébrée comme une richesse dans ses manifestations culturelles, ne saurait en effet masquer le poids des inégalités et des disparités qu'elle recouvre. Ce sont là des facteurs-clefs, historiques, qui permettent de comprendre la nature profonde et l'évolution de la société brésilienne.

Certes le Brésil continue de partager de nombreux traits communs à l'ensemble de l'Amérique latine : une extrême concentration des revenus et des richesses, d'importantes carences en matière d'éducation et de santé, des infrastructures notoirement insuffisantes, le fléau de l'inflation, des crises financières à répétition, de fréquentes ruptures de croissance et un revenu par habitant ne progressant que très lentement. Mais le Brésil a aussi toujours présenté des caractéristiques propres ou plus accentuées que celles de la région. On pourrait légitimement les résumer en mettant en perspective son rang économique mesuré par le PIB en parité de pouvoir d'achat qui le faisait se situer pendant longtemps autour de la dixième place dans le monde et son classement dans l'ordre de l'IDH (Indice de développement Humain) au-delà de la 70^e place mondiale. Ces deux positionnements ont constitué un saisissant raccourci de la dette sociale (*dívida social*) de ce pays en rapport à sa puissance économique.

D'amples disparités régionales viennent en quelque sorte redoubler les profondes inégalités sociales. Ces contrastes régionaux se fondent sur des vocations et spécialisations productives diversifiées mais aussi sur des régimes d'administration et des types de rapports sociaux et politiques variés qui puisent leurs origines dans un lointain passé. Leurs premières manifestations découlent du mode de gouvernement établi lors de la colonisation portugaise. Les initiales « capitaineries héréditaires » étaient accordées par la couronne portugaise à des nobles en vue de peupler la colonie, l'exploiter, la gérer avec des moyens autonomes, approvisionner les marchés de la métropole en ressources naturelles puis en sucre, répandre la foi catholique, organiser l'ordre public, distribuer des terres, fonder des villes et des communes, la base matérielle de ce

dispositif reposant sur la force de travail esclavagiste. Ce système des capitaineries, plus tard supprimé, a marqué très profondément la structuration du territoire brésilien. L'histoire politique du pays, mouvementée et souvent limitée aux conflits entre ses élites successives, a été marquée, entre autres, par une alternance de phases de renforcement et d'amoindrissement du pouvoir des régions sans que soient fondamentalement remis en cause au plan économique leurs atouts et handicaps respectifs qui les distinguent si nettement. D'après l'IBGE, la contribution de la région Sud-est au PIB brésilien atteignait 57,9% en 1991. Pour les autres régions, cette contribution se situait à 16,7% pour le Sud, 13,1% pour le Nord-est, 7,8% pour le Centre-ouest et seulement 4,5% pour le Nord. Autre illustration, alors qu'à São Paulo et à Rio de Janeiro (région du Sud-est) le salaire moyen en 1991 était de 852,1 Reais et 601,5 Reais, il s'établissait à 374 Reais à Fortaleza et 358,9 Reais à São Luis (région Nord-est).

1.1.2.1. *La lente mais réelle décrue des inégalités*

Si l'on se réfère au Tableau 1, l'évolution de l'indice de Gini de la distribution des revenus montre, depuis un quart de siècle, une claire tendance à la réduction graduelle des inégalités.

Tableau 1 : Evolution de l'indice de Gini du Brésil

1990	1998	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014
0,607	0,567	0,545	0,541	0,539	0,526	0,519	0,516	0,500	0,496	0,495	0,490

Source : Ministério da Fazenda, SPE (2016). Les données de l'année 2010 ne sont pas disponibles.

On peut relever que cet indice, qui a légèrement diminué dans les années 1990, et principalement à la suite du plan Real de lutte contre l'hyperinflation, a connu une décroissance annuelle de même rythme à partir de 2004 et, cette fois, sans les à-coups observés dans les périodes précédentes, signifiant par là une baisse réelle et régulière des inégalités. Malgré cela, le Brésil est un pays encore fortement marqué par d'importantes disparités, de revenu, de patrimoine, entre individus, entre familles, entre régions. A titre de comparaison internationale les données disponibles pour l'année 2013 montrent que si le Brésil présentait un indice de 0,495, la Norvège atteignait l'indice de 0,26, l'Allemagne 0,30, la France 0,33 (Ministério da Fazenda, SPE, 2016).

Dans le prolongement des travaux de l'économiste Thomas Piketty, les responsables du Ministère des Finances – Secrétariat des Politiques économiques ont exploité et analysé des données issues des déclarations fiscales des personnes physiques afin d'éclairer la distribution des revenus et des richesses (Ministério da Fazenda, SPE, 2016). Cette source d'information officielle donne des indications très détaillées sur la répartition des revenus et des richesses dans la population aisée et très aisée du pays. Les résultats obtenus soulignent l'extrême concentration des revenus au Brésil. A titre d'illustration, la part dans le revenu brut total des individus appartenant au décile supérieur atteint 39% en 2014 (contre seulement 6% pour le décile inférieur) et celle de ceux appartenant

aux 0,1% les plus riches, 27.000 personnes seulement sur un total de 26,5 millions de déclarants, se situait à 6%. Les comparaisons internationales montrent que le Brésil est à peine dépassé dans cette concentration des richesses par les Etats-Unis et se place bien avant des pays comme l'Allemagne, la France et le Japon. Ainsi, si les inégalités ont été réduites au cours du temps, elles n'ont pas entamé la concentration des richesses dans les mains des couches aisées et très aisées et cette persistante réalité est de nature à limiter le mouvement de mobilité sociale. On perçoit déjà ici que la réduction des inégalités s'est opérée par l'amélioration de la condition des ménages pauvres et modestes bien plus que par la remise en cause des dotations des plus riches.

Les disparités régionales étant presque aussi profondes que les inégalités sociales, il est utile de s'intéresser aux évolutions observées dans les cinq grandes zones brésiliennes. Les évolutions favorables de la dernière période examinée ici ne sont pas suffisamment puissantes et ne se déroulent pas sur un horizon temporel suffisamment long pour remédier aux tendances lourdes et aux caractéristiques structurelles de l'économie brésilienne. Ainsi, la participation des régions au PIB brésilien a été très faiblement modifiée. Selon l'IBGE, entre 1995 et 2012, le Sud-est restait de loin la région la plus riche du pays, et si sa part a diminué de 4 points sur la période, elle contribue encore à hauteur d'un peu plus de 55% au PIB brésilien en 2012.

Comme le Tableau 2 l'indique, la région Nord fait figure d'exception puisque le revenu moyen mensuel de ses habitants a quasi-stagné sur la période 1990-2013, à tel point qu'elle présente un niveau à peine supérieur à celui observé dans la région Nord-est alors même que son niveau en 1990 était proche des régions les plus riches. Pour les autres régions, les écarts initiaux ne sont que très faiblement comblés. Si la région Nord-est, la plus désavantagée en début de période, a vu doubler la valeur du revenu moyen entre 1990 et 2013, celui-ci a également nettement augmenté dans les trois autres régions (Centre-ouest, Sud et Sud-est) de sorte que les écarts interrégionaux demeurent de l'ordre de 1 à 2 entre les zones les mieux dotées et celles qui le sont moins en 2013.

Tableau 2 : Revenu moyen mensuel par région (1990-2013)

Région	1990	1995	1999	2004	2008	2013
Centre-ouest	731,30	725,02	757,37	792,03	1042,61	1279,03
Nord	679,59	579,27	514,09	471,68	581,53	702,39
Nord-est	331,57	386,20	394,40	400,04	527,71	670,69
Sud	679,44	827,10	809,08	870,68	1057,14	1289,41
Sud-est	820,63	936,07	893,16	849,97	1046,94	1251,42

Source : IPEADATA.

Note : Valeurs déflatées aux prix de 2014

1.1.2.2. Un net recul de la pauvreté entravé par la crise

Au Brésil, les estimations de la pauvreté sont assez diversifiées en fonction des sources auxquelles il est fait appel. Mais elles traduisent toutes une décade très significative de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Abordée par sa seule dimension monétaire, il est courant au Brésil que l'état de pauvreté soit assimilé à un revenu familial moyen mensuel par tête égal ou inférieur à la moitié du SM et que l'état d'extrême pauvreté corresponde à un revenu familial mensuel par tête inférieur au quart du SM. C'est ainsi que pour l'IPEADATA, selon des calculs publiés en 2013, la population extrêmement pauvre (considérée sur la base des individus ayant un revenu mensuel égal ou inférieur à 70 Reais en valeur monétaire de 2010) s'élevait à 27,3 millions en 1991, 21,2 millions en 2000 et à 12,6 millions en 2010 représentant respectivement 18,6%, 12,6% et 6,6% de la population totale. La même source indiquait, s'agissant de la population pauvre (appréhendée sur la base des individus ayant un revenu mensuel supérieur à 70 Reais et inférieur ou égal à 140 Reais) les chiffres de 56 millions en 1991, 47,4 millions en 2000 et 29 millions en 2010 soit pour ces trois années respectivement 38,1%, 27,9% et 15,2% de la population totale. En définissant le seuil d'extrême pauvreté comme la valeur du panier alimentaire assurant les calories nécessaires à l'entretien d'une personne selon les recommandations de la FAO et de l'OMS et le seuil de pauvreté comme le double de ce seuil d'extrême pauvreté, les taux de pauvreté sont finalement assez proches et la tendance à la baisse est confirmée. Ainsi, les estimations de l'IPEADATA reportées dans le Tableau 3 attestent clairement d'une forte chute de l'extrême pauvreté et de la pauvreté entre 2003 et 2014.

Tableau 3 : Evolution de l'extrême pauvreté et de la pauvreté

Année	Personnes extrêmement pauvres	% de la population totale	Personnes pauvres	% de la population totale
2001	25.520.845	15,19	58.963.230	35,09
2003	26.242.672	15,18	61.814.129	35,75
2014	8.191.008	4,2	25.888.565	13,29

Source : IPEADATA

Note : la ligne d'extrême pauvreté est basée sur l'estimation de la valeur du panier alimentaire assurant les calories nécessaires à l'entretien d'une personne selon les recommandations de la FAO et de l'OMS. La ligne de pauvreté correspond au double de la ligne d'extrême pauvreté.

Cependant, cette trajectoire favorable en matière de réduction de la pauvreté s'est interrompue avec le déclenchement de la crise à partir de 2014. Selon les données de l'IBGE, la proportion de

personnes vivant dans un état d'extrême pauvreté (défini par un revenu par tête jusqu'à $\frac{1}{4}$ du SM) a augmenté passant de 8% en 2014, point le plus bas depuis 2003/2004, à 9,2% en 2015. Quant aux personnes pauvres, c'est-à-dire vivant avec un revenu par tête jusqu'à $\frac{1}{2}$ SM, après avoir constitué un groupe de 25,8% de la population en 2013, elles étaient 26,7% en 2014 et 27% en 2015 (IBGE, 2015). Une étude diffusée début 2017 par la Banque mondiale informe que le Brésil pourrait avoir à compter jusqu'à 3,6 millions de pauvres supplémentaires au cours de l'année 2017, la ligne de pauvreté retenue par l'organisation multilatérale s'établissant à 140 Reais par tête et par mois (Skoufias et al., 2017).

1.2. L'essor de la classe moyenne au Brésil

1.2.1. L'identification de la classe moyenne

1.2.1.1. Les approches comparatives

Dans une perspective économique, l'identification statistique de la classe moyenne repose la plupart du temps sur la définition d'un intervalle de revenu dans lequel se situent les ménages ou individus qui la composent. Si l'on se place à l'échelle des pays en développement ou d'une région géographique, il importe de définir des critères d'appartenance permettant la comparaison internationale. Dans ce cas, l'approche absolue à partir de seuils internationaux exprimés en dollars PPA (parité de pouvoir d'achat) est généralement privilégiée. Mais adopter une approche relative est également un choix possible, y compris pour les travaux comparatifs. La classe moyenne est alors définie comme étant composée des ménages situés dans le milieu de la distribution du revenu. Les intervalles sont alors définis comme des fractions du revenu médian ou sur la base des quintiles.

L'examen de la littérature récente sur la classe moyenne appliquée aux pays en développement et, plus spécifiquement, aux pays d'Amérique Latine, montre qu'il n'y pas de consensus sur le choix de l'intervalle monétaire pour définir la classe moyenne. Ainsi, sur la base du revenu des ménages exprimé en équivalent adulte, Castellani et Parent (2011) confrontent plusieurs intervalles monétaires pour définir la classe moyenne pour dix pays latino-américains : (i) 2\$-20\$ (en PPA 2005), (ii) 50%-150% du revenu médian, (iii) les trois quintiles du milieu de la distribution du revenu et (iv) entre une fois et trois fois le seuil de pauvreté national. Le poids de la classe moyenne au Brésil pour l'année 2006 s'étale entre 44% avec le critère (iv) et 68,3% avec le critère (i). Cardenas et al. (2011) définissent quant à eux la classe moyenne comme l'ensemble des ménages dont le revenu quotidien par tête se situe entre 10\$ et 100\$ (en PPA 2005). En utilisant les données *povcalnet* de la Banque Mondiale, ils montrent que la classe moyenne représentait près de 34% de la population brésilienne en 2005 et les simulations qu'ils effectuent indiquent que cette proportion pourrait représenter, selon les scénarii, entre 52% et 67% de la population à l'horizon 2030. Ferreira et al. (2013), Birdsall (2014) et Penfold et Rodriguez Guzman (2014) adoptent la même borne inférieure (10\$) mais une borne supérieure plus basse (50\$). Les estimations de Birdsall (2014) indiquent que le poids de la classe moyenne au Brésil aurait sensiblement augmenté passant de moins de 15% en 1992 à près de 32% en 2009. Penfold et

Rodriguez Guzman (2014) aboutissent aux mêmes ordres de grandeur. Enfin, Castellani et al. (2014) privilégient une approche relative et définissent la classe moyenne comme les individus appartenant à des ménages dont le revenu par tête se situe entre 50 % et 150 % revenu par tête médian. Le poids de la classe moyenne dans la population brésilienne représentait alors 48,6 % en 2011.

Tous les travaux comparatifs cités montrent que la part de la classe moyenne identifiée sur la base du revenu atteint un niveau relativement élevé au Brésil et, pour ceux qui présentent des statistiques quant à son évolution, qu'elle s'est significativement accrue depuis le début des années 1990. De plus, par comparaison aux autres pays latino-américains, le Brésil tend à se situer dans une position intermédiaire. Le poids de la classe moyenne y est plus faible que dans des pays comme l'Argentine, le Chili, le Costa Rica ou l'Uruguay mais plus élevé qu'en Colombie, au Guatemala, au Mexique ou au Pérou (Cardenas et al., 2011 ; Birdsall, 2014 ; Penfold et Rodriguez Guzman, 2014).

1.2.1.1. *Les approches spécifiques au Brésil*

Approches par le revenu

Aiguillonné par l'attention nouvelle portée au thème de la classe moyenne, le Secrétariat aux Affaires Stratégiques a créé une Commission *ad hoc* en vue de mesurer, définir et caractériser cette nouvelle classe moyenne (SAE, 2012a ; 2013a). Le SAE fonde sa mesure de la classe moyenne sur le revenu familial brut mensuel par tête, variable utilisée dans les enquêtes PNAD et POF (*Pesquisa de Orçamentos Familiares*) de l'IBGE. Cette variable est articulée à la notion de vulnérabilité c'est-à-dire à la probabilité que les classes identifiées restent pauvres ou le (re)deviennent (la ligne de pauvreté retenue étant celle du programme Brésil sans misère, soit 140 Reais par tête mensuels). La classe moyenne cernée par le SAE correspondait ainsi à 49% de la population brésilienne en 2009 (contre 16% pour les pauvres, 19% pour les vulnérables et 17% pour la classe haute), répartis comme suit : 17% dans la basse classe moyenne, 17% dans la moyenne classe moyenne et 15% dans la haute classe moyenne. Pour l'année 2012, le pourcentage de la classe moyenne atteint 54% (SAE, 2012a ; 2013b).

Le Centre des Politiques Sociales de la Fondation Gétúlio Vargas (CPS-FGV), institut académique, a produit de nombreuses études sur la stratification sociale brésilienne et plus particulièrement sur la classe moyenne au cours des années 2000. Ainsi, une publication de 2008 (Neri, 2008a) se fondait sur les données de l'Enquête mensuelle sur l'Emploi de l'IBGE (*Pesquisa Mensal do Emprego – PME*) qui, même si elle n'est réalisée que dans quelques métropoles brésieliennes, a pour avantage de présenter un délai très court entre la collecte des données de terrain et la diffusion des résultats. Est retenu dans cette étude le revenu du seul travail (revenu du travail par domicile et par tête). En mobilisant des seuils de revenu absolus et relatifs, le CPS-FGV identifie quatre classes de revenu, conformément au tableau suivant.

Tableau 4 : La classification du CPS-FGV en 2008

Classes	Critère utilisé
AB	Dernier décile
C	De la médiane au dernier décile
D	De la ligne de pauvreté (135 R\$) à la médiane
E	De 0 à la ligne de pauvreté

Source : Neri (2008a)

La classe C, assimilée à la classe moyenne, représentait 52% de la population. Une autre étude émanant du même CPS-FGV, exploitant cette fois les données de l'enquête PNAD de l'IBGE et tenant compte de tous les revenus, indiquait que la classe moyenne s'établissait en 2007 à 47% de la population brésilienne (Neri, 2008b).

Enfin, sur la base des enquêtes auprès des ménages POF et PNAD, l'IBGE opte pour un mode simple de présentation de la distribution des revenus. Le critère retenu est celui du revenu brut familial mensuel et l'unité de mesure est le SM. La population est alors décomposée en strates en fonction du nombre de SM perçus par les familles. La classe moyenne regrouperait les individus dont le revenu se situe entre $\frac{1}{2}$ et 5 fois le salaire minimum. D'après les données de l'enquête PNAD 2014, elle représentait alors près de 63% de la population.

Approches multidimensionnelles

L'Association brésilienne des entreprises d'enquêtes (*Associação Brasileira de Empresas de Pesquisa – ABEP*) est à l'origine de ce qui est communément appelé le « Critère Brésil » (ABEP, 2008). Le Critère Brésil a été conçu pour identifier des groupes de consommateurs des clientèles des grandes entreprises. L'étude parue en 2015, basée sur l'enquête PNAD de 2013, définit les groupes en fonction du revenu, du niveau d'instruction, de la nature et de la quantité de biens possédés (automobile, machine à laver, réfrigérateur, lave-vaisselle, sèche-linge, micro-ondes, ordinateur, etc.) mais également de l'accès au réseau d'eau et le fait que la rue du domicile soit ou non revêtue (ABEP, 2015). Un système de points est alors affecté à chaque variable. Les résultats de cette stratification sont reportés dans le tableau 5¹¹.

¹¹ Si le recours à ce Critère Brésil est assez répandu dans le pays, il n'est pas sans présenter de sérieuses limites. Premièrement, dans la mesure où le Critère Brésil ne tient pas compte de la taille des familles, posséder tel bien en un seul exemplaire dans une famille constituée d'une ou deux personnes et en posséder plusieurs exemplaires dans une famille nombreuse ne signifie nullement que la première soit moins aisée. Deuxièmement, le Critère Brésil n'accorde pas d'importance aux différentes qualités d'un même produit (cf. Rosa et al., s.d.).

Tableau 5 : Les classes économiques selon le Critère Brésil en 2015

Classes	Points	Distribution Brésil	Revenu familial mensuel moyen en R\$
A	45-100	2,7%	20.272,56
B1	38-44	5%	8.695,88
B2	29-37	18,1%	4.427,36
C1	23-28	22,9%	2.409,01
C2	17-22	24,6%	1.446,24
D-E	0-16	26,6%	639,78

Source : ABEP (2015)

Dans la lignée du Critère Brésil, Rosa et al. avancent qu'un modèle de consommation qui prendrait en compte un maximum de biens, durables ou d'usage courant, et de services, essentiels ou de luxe, permettrait de classer la population d'une façon nouvelle. Les personnes seraient séparées selon leurs préférences révélées retirant ainsi le niveau de revenu du cœur des préoccupations. Ce niveau de revenu resterait pris en considération une fois que les paniers de consommation sont définis en tenant compte des contraintes budgétaires de chaque individu. L'étude se base sur l'enquête POF de l'IBGE de 2008/2009 et a recours à une méthode de classification assurant l'identification de groupes homogènes. Les traitements portent sur une combinaison possible de 9.000 produits et services et tient compte de la perception qu'ont les individus de leur positionnement socioéconomique. Les résultats de cette étude montrent que la classe moyenne, composée de trois strates distinctes, représentait près de 39% de la population brésilienne, soit une proportion un peu moindre que dans les classifications exposées jusqu'ici.

La stratification Kamakura/Mazzon résulte d'un travail récemment publié et est explicitement orientée vers l'affinement des techniques de segmentation du marché des consommateurs, en d'autres termes elle vise l'amélioration des approches statistiques de type marketing, notamment de l'ABEP (Kamakura et Mazzon, 2013 ; 2016). A partir des données fournies par l'enquête POF de l'IBGE, la méthodologie mise au point incorpore 39 variables. Les variables obligatoirement documentées portent sur la composition de la famille (nombre d'adultes, d'enfants), sur les caractéristiques de la zone de résidence (rural/urbain, petite ou grande ville), sur la localisation de la région (Nord, Nord-est, Centre-ouest, Sud-est, Sud). Les variables dites optionnelles admettant l'absence d'informations systématiques se divisent en variables sociales et de domicile (revenu, éducation, nombre de pièces, etc.) et en variables relatives aux biens possédés et à leur nombre. Par l'intermédiaire d'une méthode de classification, l'étude identifie sept strates socio-économiques sans toutefois situer la classe moyenne parmi ces strates.

Toujours dans une perspective multidimensionnelle, une étude réalisée par des économistes de la CEPAL propose de combiner l'emploi et le revenu pour identifier la classe moyenne et souligner

son degré d'hétérogénéité parmi dix pays d'Amérique Latine (Franco et al., 2011). Plus précisément, les auteurs identifient trois strates de revenu (basse, intermédiaire et haute)¹² et trois strates d'emploi (basse, intermédiaire et haute)¹³. Ce qu'ils appellent la strate sociale intermédiaire (qui peut être rapprochée du concept de classe moyenne) est alors définie comme regroupant tous les ménages appartenant à la strate de revenu intermédiaire (quelle que soit la strate d'emploi) et ceux appartenant à la fois à la classe d'emploi intermédiaire et à la strate de revenu basse. Partant de cette définition, ils estiment que le poids de la strate sociale intermédiaire serait passé de 46% en 1990 à 53% en 2007 pour le Brésil.

Approches subjectives

Qu'elles relèvent du domaine de l'économie, de la gestion et du marketing, de la sociologie, les études en termes de classes, et notamment celles portant sur la classe moyenne laissent de côté la dimension subjective des individus. Plusieurs enquêtes et études montrent pourtant que leur perception d'appartenance à telle ou telle catégorie, leur identité de classe peuvent être en fort décalage avec les « cases » dans lesquelles ces individus sont statistiquement placés (Salata, 2015). Le SAE reconnaît lui-même qu'une bonne partie de la classe aisée (définie selon le niveau du revenu) se refuse à être perçue en tant que telle (source : www.g1.globo.com/economia/noticia/2013/04). Une enquête a été conduite en 2008 auprès de 2.000 personnes de la classe moyenne qui devaient se classer spontanément (question ouverte) puis se reconnaître comme appartenant à une série de classes pré-désignées (question fermée). La majeure partie des enquêtés disait se situer entre la classe moyenne et la classe la plus modeste et ne pas disposer des attributs et ressources supposés par eux être ceux de la classe intermédiaire quant au niveau de revenu, de scolarité, à la catégorie socioprofessionnelle, au capital culturel, etc. (Salata, 2015). Si les enquêtés se reconnaissent si peu dans ces regroupements, peut-être faut-il s'interroger sur les critères et niveaux, notamment de revenus, sur lesquels se fondent les classifications et stratifications objectives. Peut-être aussi ces réponses décalées renvoient également à des considérations tenant à la situation quotidienne concrète de ceux qui sont sensés appartenir à la classe moyenne. Cette appartenance n'est pas forcément solide et durable, surtout s'agissant de primo-entrants dans cette classe qui sont loin d'avoir des emplois stables et correctement rémunérés (Braga, 2012). Bref, l'instabilité de leur position les conduit vraisemblablement à une forme de grande prudence lorsqu'il s'agit pour eux de définir leur place et leur rang.

¹² La strate de revenu intermédiaire est composée des ménages dont le revenu est compris entre quatre fois la ligne de pauvreté urbaine et le 95^{ème} percentile de la distribution du revenu.

¹³ La strate d'emploi intermédiaire est définie comme regroupant tous les ménages dont le membre recevant la part la plus importante du revenu travaille dans une profession non manuelle (comme indépendant ou salarié) ou est retraité.

1.2.1. Les caractéristiques de la classe moyenne

1.2.1.1. Les caractéristiques socio-économiques

En 2011, de premières caractéristiques de la classe moyenne ont été présentées par le SAE sur la base de l'enquête PNAD 2009 de l'IBGE. Sur les 95 millions de personnes concernées, la majorité est féminine (51%) et blanche (52%) ; 63% de l'effectif avait plus de 25 ans. La grande majorité de cette population était urbaine (89%) et se trouve fortement présente dans trois régions les plus riches: le Sud (61%), le Sud-est (59%) et le Centre-ouest (56%). Elle est à 60% employée et engagée dans une activité formelle. Néanmoins, 19% travaillent sans être enregistrés, 19% travaillent comme autonomes (*conta própria*). Les trois quarts des familles de cette classe moyenne habitent dans des maisons ou appartements dont elles sont propriétaires. A partir d'estimations opérées sur la base de l'enquête PNAD 2012, le SAE fournit de nouvelles données générales sur la classe moyenne montrant que certaines catégories traditionnellement vulnérables ont vu leur poids au sein de la classe moyenne augmenter (SAE, 2012b). Ainsi, la population noire (*negros*)¹⁴ constitue en 2012 53% de cette classe moyenne (contre 38% en 2002) et la population nordestine 24% (contre 17% en 2002). Le SAE établit que 55% des jeunes brésiliens et 53% des femmes font partie de cette classe.

Dans leur ouvrage sur la classe moyenne en Amérique Latine, Ferreira et al. (2013) proposent également des éléments de caractérisation. Les caractéristiques des ménages tendent à évoluer de manière monotone à travers les classes de revenu. Cela est particulièrement vrai pour l'éducation ou le fait de résider en zones urbaines. Ainsi, au Brésil, plus de 85% de la classe moyenne réside dans les villes. En termes de catégories socioprofessionnelles, l'étude indique que les membres de la classe moyenne au Brésil sont principalement employés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services publics et, dans une moindre mesure, dans le secteur industriel. En revanche, ils sont clairement sous-représentés dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Par comparaison aux pauvres et aux vulnérables, les membres de la classe moyenne sont par ailleurs davantage employés par de grandes entreprises privées ou par le secteur public (mais à un degré moindre que la classe riche concernant l'emploi public).

Sur la question de l'équipement en biens durables, les travaux à orientation marketing de Kamakura et Mazzon (2013 ; 2016) fournissent des informations détaillées. La classe moyenne se situe à une relative équidistance entre les strates pauvres et aisées dans les caractéristiques suivantes : revenu familial mensuel, durée des études, nombre de pièces et de toilettes composant l'habitation. S'agissant des biens durables, cette équidistance relative se vérifie dans la possession des équipements tels que congélateur, machine à laver, air conditionné, automobile, ordinateur, micro-ondes ou sèche-linge. Elle est en revanche plus proche des strates aisées en ce qui concerne les caractéristique du domicile et de son environnement (branchement au réseau d'eau

¹⁴ Le SAE ne le précise pas mais, comme souvent dans les documents officiels, sont regroupées ici les catégories noire (*preta*) et métissée (*parda*). Rappelons que la couleur est fondée sur les auto-déclarations censitaires.

et au réseau d'assainissement, rue pavée ou asphaltée) et s'agissant des équipements suivants : réfrigérateur, fer à repasser, télévision en couleur.

Des instituts et agences d'enquête et de sondage ont tenté de définir les composantes de cette « nouvelle classe moyenne » en usant de frontières internes très imprécises¹⁵. L'institut de São Paulo Data Popular a ainsi identifié quatre sous-groupes et mesuré leur poids respectif : les « entrepreneurs » (*empreendedores*) 16%, les « expérimentés » (*experientes*) 26%, les « prometteurs » (*promissores*) 19%, les « battants » (*batalhadores*) 39%. De courts récits de vie accompagnent cette présentation ainsi qu'une description de quelques caractéristiques synthétisées ci-dessous. Le sous-groupe des « prometteurs » : leur moyenne d'âge est de 22,2 ans, 59% d'entre eux ont achevé l'enseignement secondaire, 57% possèdent une carte de travail et 43% se situent dans la région Sud-est. Ils pèsent pour 20% du revenu de la classe moyenne et consomment annuellement 230,8 milliards de Reais. Le sous-groupe des « battants » : leur moyenne d'âge est de 40,4 ans, 48% d'entre eux ont suivi l'enseignement primaire complet, 49% disposent d'une carte de travail, 57% sont des femmes et 45% se situent dans la région Sud-est. Percevant 33% du revenu total de la classe moyenne, leur consommation annuelle est estimée à hauteur de 389 milliards de Reais. Le sous-groupe des « expérimentés » : leur moyenne d'âge est de 65,8 ans, 59 % ont suivi l'enseignement primaire complet, 58% sont des femmes, 36% sont établis en tant que travailleurs autonomes et 42% se situent dans la région du Sud-est. Percevant 23% du revenu total de la classe moyenne, leur consommation annuelle est estimée à 274 milliards de Reais. Le sous-groupe des « entrepreneurs » : leur âge moyen est de 43,1 ans, 19% d'entre eux ont achevé des études supérieures, 78% sont des hommes et 49% se situent dans la région du Sud-est. Percevant 24% du revenu total de la classe moyenne, leur consommation annuelle est estimée à 276 milliards de Reais.

Dans le même ordre d'idée, Kerstenetzky et al. (2015) proposent de souligner l'hétérogénéité de la classe moyenne brésilienne en matière de conditions de vie. Partant de l'identification de trois strates de revenu au sein de la classe moyenne, ils montrent qu'à l'exception des conditions de logement ou de l'équipement en télévision, ces trois composantes de la classe moyenne présentent de fortes disparités en termes de conditions de vie. A titre d'illustration, le taux d'équipement automobile varie de 23% pour la classe moyenne basse à 63% pour la classe moyenne haute. Les disparités entre ces trois groupes sont également fortes en matière d'accès aux nouvelles technologies (internet, téléphones mobiles, ordinateurs) ou d'adhésion à des mécanismes d'assurance maladie privés ou de scolarisation des enfants dans des écoles privées, ces derniers éléments étant souvent identifiés comme des marqueurs forts des différences entre classes sociales au Brésil.

En définitive, les quelques travaux cités décrivant le profil socio-économique de la classe moyenne brésilienne semble suggérer un fort degré d'hétérogénéité de cette classe, à la fois en termes de composition démographique (âge, sexe), de caractéristiques socioéconomiques (éducation et emploi), d'accès à certains biens durables et de répartition spatiale.

¹⁵ Les critères de définition des sous-groupes identifiés ne sont pas publiés.

1.2.1.2. Les comportements et aspirations de la classe moyenne

La classe moyenne, les dépenses et le crédit

Le document du SAE (2012b) estime, à partir de données issues de l'enquête POF et des comptes nationaux de l'IBGE, que sur un total de dépenses des familles de 2.525 milliards de Reais en 2011, la classe moyenne a contribué à hauteur de 38,6% (975 milliards) quand les dépenses de la classe aisée, beaucoup plus restreinte en taille, représentent 55,4% (1.400 milliards) et la classe la plus modeste à peine 5,9% (150 milliards).

De son côté, l'institut spécialisé dans les enquêtes de consommation, *Data Popular*, indiquait que, pour l'année 2013, la classe moyenne pèse pour 58% du crédit alors qu'elle est censée constituer 54% de la population (*Data Popular*, 2014). Interrogées par le même institut, les personnes appartenant à cette classe déclaraient avoir pour projet, au cours de l'année suivante (2014) de réaliser les dépenses suivantes. Du côté des biens individuels : 8,5 millions de voyages à l'intérieur du pays, 3,2 millions de voyages internationaux, 7,8 millions d'ordinateurs portables, 4,5 millions de tablettes, 3,9 millions de smartphones. S'agissant des dépenses au sein du domicile : 7,8 millions de meubles, 6,7 millions d'appareils de télévision, 4,8 millions de réfrigérateurs, 3,9 millions de machines à laver, 3 millions d'automobiles, 2,5 millions de maisons ou appartements. Avec de telles perspectives de dépenses on comprend que les grandes entreprises, les agences de sondage et les spécialistes de marketing se soient focalisés sur cette population pour en comprendre les ressorts et projets consuméristes.

L'enquête CNI/IBOPE de 2012 informe sur les comportements financiers de la classe moyenne. Les moyens de paiement des dépenses qu'elle utilise sont les suivants. Dans 77% des cas le paiement s'effectue en argent liquide, les cartes bancaires sont utilisées dans 21% des cas et les chèques dans 2% des cas. Le paiement en liquide est plus fréquent dans la classe modeste (près de 84%) et moins fréquent dans la classe aisée (près de 58%). L'un des traits caractéristiques de la classe moyenne brésilienne est le recours massif au crédit pour financer ses dépenses de consommation. Si l'on se réfère aux travaux de Didier et Schmukler (2011) et de De la Torre et al. (2012), il apparaît que les pays disposant de caractéristiques proches de celles du Brésil ont un poids du crédit à la consommation deux fois plus faible que celui prévalant au Brésil, mais une part du crédit immobilier deux fois plus élevée. Quant au comportement d'épargne, la même enquête CNI/IBOPE révèle qu'un tiers des familles de la classe moyenne réussit à réaliser quelques économies contre environ 23% de la classe modeste et 50% de la classe aisée. Le principal instrument de placement des économies de cette classe moyenne est le carnet d'épargne (*caderneta de poupança*) dans 64% des cas.

Enfin, une enquête auprès de 1.500 personnes dans 10 capitales du pays appartenant à la classe moyenne et réalisée par l'agence brésilienne Mintel spécialisée dans les études de marché révélait, mi 2013, que 37% des interviewés formaient le projet de changer de résidence ou d'acquérir une habitation (maison ou appartement) afin d'améliorer les conditions de vie de leurs domiciles (source : Mintel, *Pesquisa Estilo de vida da classe média brasileira*, 4 de junho de 2013).

Peu d'études examinent les valeurs auxquelles sont attachées les différentes classes sociales en Amérique Latine et plus spécifiquement au Brésil. Une étude de l'OCDE cherche à analyser les attitudes de la classe moyenne latino-américaine à l'égard de la démocratie, de la politique fiscale et de la redistribution (OECD, 2011). Cette étude révèle que la classe moyenne (définie ici de manière subjective) soutient la démocratie sans être toutefois satisfaite de son fonctionnement. En matière de politique fiscale, les membres de la classe moyenne sont plus enclins que les plus pauvres et les plus riches à considérer que les citoyens doivent payer leurs impôts et donc moins enclins à justifier les comportements d'évasion fiscale. La classe moyenne apparaît aussi moins satisfaite que la classe la plus affluente quant à la fourniture des services publics. En mobilisant les données issues de l'enquête *Ecosocial Values Survey* de 2007 pour sept pays latino-américains (Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Mexique et Pérou), Lopez-Calva et al. (2012) se proposent d'étudier les valeurs de la classe moyenne qu'ils définissent de manière objective, à partir du revenu. L'un des apports de leur étude est de mobiliser un grand nombre de perceptions et d'attitudes concernant notamment la confiance dans les institutions, l'orientation politique, le vote, la tolérance ou le nationalisme. De manière générale, les résultats issus de leurs analyses économétriques indiquent qu'il n'y a pas de particularisme de la classe moyenne en termes de valeurs et d'attitudes. Autrement dit, les valeurs et perceptions politiques tendent à se modifier graduellement avec le niveau de revenu, celles exprimées par la classe moyenne se situant entre celles attachées à la classe des plus pauvres et des plus riches. La seule spécificité mise en évidence serait néanmoins la modération, sur le plan politique, de la classe moyenne en Amérique Latine. Pourtant, dans le contexte du Brésil, les imposants rassemblements et les innombrables manifestations qui se sont emparés du pays de mars à juin 2013 peuvent contribuer à remettre en cause cette idée de modération.

Si le message premier était une opposition aux dépenses faramineuses associées à l'organisation de la Coupe du Monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques de Rio en 2016, les manifestations qui se sont déroulées au Brésil ont porté des revendications bien plus larges. En premier lieu, elles exprimaient un message politique clair avec la dénonciation des mœurs politiques marquées par la corruption et l'impunité des élus, d'une insécurité publique provoquée par une criminalité grandissante, d'une justice protectrice des puissants. Cela prenait la forme d'un rejet du personnel politique traditionnel à la fois jugé corrompu et n'étant pas représentatif de la population brésilienne (Biekart, 2015). En second lieu, ce sont également des préoccupations du quotidien qui ont conduit aux mobilisations de masse. Les défaillances en matière d'équipements collectifs, d'infrastructures et de services publics ont ainsi concentré la colère populaire : les transports urbains, insuffisants et onéreux, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement défaillants, les difficultés de logement (très insuffisants en nombre et de piètre qualité), le coût de la vie qui augmente sous l'effet d'une inflation toujours soutenue, les services publics d'éducation et de santé fortement dégradés, les dépenses pharamineuses consacrées à des événements sportifs de prestige sans retombées sociales (Coupe du Monde et Coupe des Confédérations de football, Jeux Olympiques), etc. Ces protestations pourraient être interprétées

comme l'expression d'un rejet du « néolibéralisme de gauche » pour reprendre la terminologie de Saad-Filho (2013).

Si ce mouvement social a débuté par des manifestations de jeunes étudiants ils ont été rapidement rejoints, dans des dizaines de villes en ébullition, par de nombreux enseignants, fonctionnaires, professionnels de santé, techniciens, cadres moyens et supérieurs du secteur privé et leurs familles. Une enquête de l'IBOPE citée par Fauré (2015), menée dans sept capitales et réalisée auprès de 2.000 manifestants, ne laisse aucun doute sur le fait que les protestataires relevaient, en grande partie, des catégories socioprofessionnelles intermédiaires. Et au sein de la classe moyenne, ce sont essentiellement les nouveaux entrants qui ont pris part aux protestations afin d'exprimer de nouvelles demandes (Biekart, 2015). Fauré (2015) propose une explication de cette fronde en s'inspirant du schéma proposé par Hirschman sur les conditions de prise de parole (*voice*) et de défection (*exit*) (Hirschman, 1995). Qu'il s'agisse des transports collectifs, des services publics d'éducation et de santé, etc., les membres des strates supérieures de la classe moyenne ont pu financièrement échapper aux graves défaillances constatées dans ces domaines par un processus de « fuite » (*exit*) vers le secteur marchand (écoles et collèges privés, plans de santé privés, automobiles). En revanche, les nouveaux entrants dans cette même classe intermédiaire, dont les niveaux de vie se sont incontestablement améliorés et qui ont été au cœur des manifestations, ont nécessairement perçu le décalage entre l'amélioration de leurs conditions dans la sphère privée et l'état déplorable des infrastructures et des services publics dont ils ne peuvent se passer vu leur situation nouvelle et encore précaire. Leurs attentes et leurs frustrations se sont transformées en exaspération et en protestation (*voice*). L'expression de ces mécontentements peut être analysée comme une nouvelle vague d'activisme citoyen (Biekart, 2015), largement appuyé par l'utilisation en masse des réseaux sociaux sur Internet et qui serait donc avant tout porté par les nouveaux entrants dans de la classe moyenne qui restent vulnérables, en dépit de l'élévation de leur niveau de vie.

1.2.1.3. *La vulnérabilité de la classe moyenne*

La croissance économique, l'augmentation du nombre d'emplois formels, l'élévation du revenu en termes réels ont eu pour effet d'élargir la taille des strates sociales intermédiaires et d'en renouveler nettement les composantes puisque la mobilité ascendante a permis d'y intégrer des catégories de personnes jusque-là contraintes, par un mécanisme de reproduction des inégalités, à n'avoir pour horizon que le maintien dans les positions des parents. Pour autant, plusieurs chercheurs en sciences sociales réfutent l'idée selon laquelle ces catégories de personnes constitueraient une nouvelle composante de la classe moyenne.

C'est notamment la thèse défendue par l'économiste M. Porchmann, ancien président de l'IPEA (*Instituto de Pesquisa Economica Aplicada*) (Porchmann, 2012 ; 2014). Il dénonce la grande faiblesse des classifications opérées par le CPS-FGV et par le SAE et l'idée selon laquelle une « nouvelle classe moyenne » aurait émergé au Brésil comme le mettent en évidence les travaux de Neri (2008a ; 2008b ; 2010) et comme aiment à le proclamer les autorités. Il insiste sur le fait que 94% des emplois créés entre 2004 et 2010 correspondent à des postes rémunérés jusqu'à 1,5 SM.

Outre le fait qu'ils sont encore faiblement rémunérés, la plupart de ces nouveaux emplois, principalement créés dans les services, le commerce et dans les activités autonomes, sont de très faible qualification, assurés dans des conditions très précaires et soumis à une forte instabilité professionnelle. Cette nouvelle classe sociale regroupant des travailleurs ayant réussi à sortir de la pauvreté sous l'effet des politiques sociales des gouvernements du PT mais restant exposés à un risque de retour dans la pauvreté devrait davantage être assimilée à la couche des travailleurs. Ainsi, Sobrinho (2011) et Scalon et Salata (2012) la désignent par l'expression « nouvelle classe travailleuse » alors que Souza (2009) l'assimile aux « battants » (*batalhadores*). De son côté, le politologue A. Singer, observant la composition sociale du mouvement de fronde de mars-juin 2013, qualifie de « nouveau prolétariat urbain » la masse des jeunes particulièrement actifs lors des défilés et manifestations qui ne sont pas les héritiers d'une ancienne classe moyenne et qui ont, grâce à la croissance des années 2000, trouvé un emploi mais qui vivent dans des conditions encore précaires (Singer, 2013). Enfin, une enquête conduite à São Paulo auprès de jeunes travailleurs censés entrer dans la « nouvelle classe moyenne » montre la grande précarité de leurs conditions professionnelles et de vie (Costhek Abílio, 2011).

L'ensemble de ces travaux nuanciant l'enthousiasme des autorités quant à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne suggère donc l'existence d'une classe composée d'individus et de familles qui se sont extraits de la pauvreté mais ne présentant pas les caractéristiques socioéconomiques (en termes d'emploi, d'éducation, de revenu, etc.) et de stabilité traditionnellement associées à l'appartenance à la classe moyenne. Les individus composant cette classe vulnérable sont nommés les « *strugglers* » par Birdsall et al. (2014) et disposeraient d'un revenu per capita quotidien situé entre 4\$ et 10\$ (en PPA). Au Brésil, ils représenteraient près de 38% de la population en 2009. D'après ces auteurs, la vulnérabilité de ce groupe serait en partie expliquée par deux phénomènes. Premièrement, au sein du système de redistribution, les *strugglers* sont des « payeurs nets » comme la classe moyenne et la classe aisée et contrairement aux plus pauvres. En effet, ils bénéficient nettement moins des programmes de transferts publics que les plus pauvres et, dans le même temps, font face à une forte fiscalité indirecte. De plus, ne disposant pas du niveau de revenu de la classe moyenne (ici définie comme les individus disposant d'un revenu quotidien par tête compris entre 10\$ et 50\$) et de la classe riche, les *strugglers* sont davantage dépendants des services publics de faible qualité, notamment dans le domaine de l'éducation, ce qui pourrait contraindre leurs perspectives de mobilité ascendante.

De toute évidence, la crise actuelle devrait renforcer la vulnérabilité d'une partie de la population brésilienne et impacter la stratification sociale. Tant la récession elle-même que les mesures d'ajustement décidées ou en cours d'adoption par les nouveaux dirigeants affectent les couches pauvres et très pauvres du pays. Mais les catégories intermédiaires de la stratification sociale, notamment les plus vulnérables, seront également affectées. Si les effets de la crise en matière de stratification sociale sont encore difficiles à appréhender du fait d'un manque de recul temporel, plusieurs signaux tendent à confirmer cette idée. A titre d'illustration, l'explosion du crédit à la consommation qui a accompagné et même soutenu les années de croissance a fortement endetté les familles brésiliennes à tel point que le renversement de conjoncture et l'approfondissement de la crise provoquent un mouvement d'insolvabilité des familles et de faillites des petits